



La hausse des cotisations mensuelles de l'ACEP Pourquoi devrais-je appuyer la hausse?

Le 31 mai, le Comité des finances de l'ACEP a soumis une résolution au Comité exécutif national (CEN) de l'ACEP recommandant que le CEN approuve une résolution pour augmenter les cotisations des membres de l'ACEP de 15 \$ par mois.

La résolution se lit comme suit : Le Comité des finances, par suite des mesures qui ont entraîné ou entraîneront une diminution importante des cotisations perçues et une hausse substantielle de la demande en services pour l'ACEP, recommande au CEN de recommander aux membres de l'ACEP une hausse des cotisations de 15 \$ par mois, entrant en vigueur le plus tôt possible.

Le 4 juin, le CEN a approuvé cette résolution.

Renseignements complémentaires

Comme vous le savez, les compressions du gouvernement fédéral pour 2012-2013 et pour les années subséquentes vont réduire de façon significative la taille et l'étendue du champ d'activités du secteur public fédéral. Au moins 19 000 emplois du secteur public sont menacés, en plus de dizaines de milliers d'emplois indirects. L'ACEP a dévoilé une analyse basée sur un modèle de Statistique Canada qui prévoit que 40 000 emplois du secteur privé pourraient disparaître alors que les compressions du secteur public affecteront l'économie canadienne.

Fin mai, 3 291 membres de l'ACEP avaient reçu des avis indiquant qu'ils étaient touchés par les compressions. Ils ne vont pas tous perdre leur emploi, mais plusieurs auront besoin d'aide afin de décider quelles sont leurs options en regard de cette situation difficile. Nous croyons que d'autres membres seront touchés alors que d'autres ministères vont commencer à utiliser les mesures prévues dans la Directive sur le réaménagement des effectifs (DRE).

Afin d'aider nos membres touchés, nous avons ajouté des agents de relations de travail pour faire face aux centaines de demandes d'information et d'appui. Nous entendons aider tous les membres durant cette période difficile.

De plus, l'ACEP a répondu avec rapidité à cette attaque en établissant une alliance avec cinq autres associations professionnelles afin de coordonner nos stratégies. Cette coalition, appelée les *Professionnels au service des Canadiens*, s'emploie actuellement à informer la population canadienne sur les impacts qu'ont ces coupes sur les services

gouvernementaux à travers le pays. Vous pouvez suivre le travail de la coalition sur le site suivant : www.securitegenre.ca

Ces projets ont accru les dépenses budgétaires de l'ACEP. Si on ajoute à ces dépenses le déclin anticipé de nos revenus de cotisations en raison des membres excédentaires ou acceptant un départ volontaire, le déficit anticipé pour 2012-2013 dépasse 2 \$ millions.

Pour affronter cette situation, le Comité des finances de l'ACEP s'est réuni et a pu réduire les dépenses prévues d'un montant de 500 000 \$, portant le déficit anticipé à environ 1,5 \$ million.

Comme mentionné précédemment, le Comité exécutif national de l'ACEP a accepté un plan prévoyant la hausse des cotisations des membres afin de faire face au déficit et faire en sorte que les importants services requis par nos membres soient maintenus durant cette période critique.

Pourquoi une hausse maintenant?

Nous comprenons que cette requête pour obtenir plus d'argent à ce moment-ci est pénible.

L'ACEP utilise vos cotisations pour défrayer de nombreux projets, dont une équipe d'agents de relations de travail qui s'assurent d'aider immédiatement les membres de l'ACEP ayant besoin de conseils ou d'être représentés sur leurs lieux de travail.

Nous menons actuellement des discussions en arbitrage qui vont mener à la conclusion des pourparlers afin d'obtenir des ententes d'ici la fin de l'été pour tous nos groupes EC, TR et Bibliothèque du Parlement.

Nous exprimons vos préoccupations aux politiciens fédéraux et aux comités parlementaires et nous avons accru notre visibilité dans les médias afin de faire en sorte que vous soyez entendus.

Et si nous rejetons cette hausse?

Si la hausse proposée des cotisations est rejetée, l'ACEP devra encaisser tous nos investissements portant échéance à court terme afin de pouvoir rencontrer nos obligations financières. Ceci va réduire à zéro notre fonds de réserve et va mettre l'ACEP dans une situation financière difficile qui l'obligera à demander une autre hausse des cotisations l'an prochain.

Accepter cette hausse proposée des cotisations va contribuer à stabiliser nos besoins financiers durant cette période incertaine.

La hausse proposée

Les cotisations de l'ACEP n'ont pas été majorées depuis six ans. La proposition qui vous est soumise est de hausser les cotisations d'un montant de 15 \$ par mois et par membre, faisant passer votre cotisation à 50 \$ par mois. En tant que membre de l'ACEP, vos cotisations sont parmi les moins élevées de tout le secteur public fédéral et, même après la hausse, vos cotisations resteront parmi les moins élevées.

La proposition soumise par le Comité exécutif national n'inclut pas des augmentations automatiques des cotisations selon le taux d'inflation. D'autres syndicats de la fonction publique fédérale réclament ponctuellement des hausses des cotisations de leurs membres, alors que c'est la première hausse des cotisations proposée à l'ACEP au cours des six dernières années.

Toutes les hausses de cotisations doivent être soumises aux membres de l'ACEP pour votre approbation.

Nos budgets des années précédentes ont toujours été modérés. Les dépenses ont augmenté de façon progressive au fil des ans alors que le nombre de membres, et, par conséquent les revenus provenant des cotisations des membres, se sont accrus. Toutefois, cette année est une exception. Alors que nos revenus diminuent, nos dépenses s'accroissent afin que nous puissions assurer que les membres reçoivent les services dont ils ont besoin pendant qu'ils doivent décider quelles sont leurs options en vertu de la DRE.

L'ACEP et les négociations collectives

L'ACEP est actuellement en arbitrage pour tous ses membres. Les préparatifs en vue de la présente ronde de négociation ont débuté il y a deux ans, et cette ronde a été particulièrement difficile. Le Conseil du Trésor a poussé de nombreux groupes en arbitrage, dont nos membres des groupes EC et TR. La Bibliothèque du Parlement a fait de même avec les membres qui y travaillent. Tout ceci a contribué à accroître les coûts de la négociation.

Le groupe EC a complété sa médiation et l'arbitrage sera tenu les 18, 19 et 20 juin. Nous croyons que le Conseil d'arbitrage rendra une décision d'ici l'automne. C'est la même situation qui prévaut pour le groupe TR, dont l'arbitrage est prévu les 18, 19 et 20 juillet. La décision du Conseil d'arbitrage est attendue au début septembre. Finalement, les membres à la Bibliothèque du Parlement ont également constaté une impasse en mars et ont requis l'arbitrage. La Commission des relations de travail dans la fonction publique a établi un Conseil d'arbitrage, mais nous attendons toujours que des dates d'arbitrage soient fixées.

La recommandation du Comité exécutif national

Le Comité exécutif national recommande que vous approuviez la hausse des cotisations telle que proposée.